Zeitschrift: L'Hôtâ
Herausgeber: Association de sauvegarde du patrimoine rural jurassien
Band: 22 (1998)

Artikel: Les maisons fortes d'Ajoie
Autor: Prongué, Jean-Paul / Jurot, Romain
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1064219

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 24.08.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

LES MAISONS FORTES D'AJOIE

Contrairement à ce qu'on pourrait supposer, le patrimoine seigneurial bâti a été — et est toujours — mal protégé des outrages du temps et des hommes. En cette fin du XXe siècle, les ruines d'Asuel et de Montvoie se transforment en pierriers dans l'indifférence des pouvoirs publics. Le château de Pleujouse vient d'être défiguré par des transformations extérieures inconsidérées : poutraisons métalliques scellées dans des blocs de béton, comblement partiel de la cour inférieure, etc. Grâce à des initiatives locales, les ruines du Vorbourg et de Milandre ont heureusement été consolidées, à l'image de ce qui se fait ailleurs en Suisse. Il est vrai que beaucoup de ces châteaux étaient déjà abandonnés sous l'Ancien Régime.

L'étude des maisons fortes jurassiennes est certes indissociable de l'histoire de l'Ancien Evêché. Mais elle est également intéressante parce qu'elle renvoie aux heurs et malheurs des familles nobles qui les ont édifiées et habitées et qui, pour la plupart, ont disparu depuis longtemps. De plus, les destinées très diverses de ces vieilles demeures seigneuriales, reconverties en bâtiment agricole, en salon de coiffure ou en bureau de poste, reflètent l'évolution de la société bourgeoise qui a succédé, en 1789, à celle dominée par la noblesse.

Cet article ne peut pas résumer les péripéties de toutes les maisons fortes, encore visibles ou disparues, bien conservées ou irrémédiablement défigurées, qui ont été érigées en Ajoie entre le XIIIe et le XVIIIe siècle. Il s'agit plutôt, après avoir défini la notion même de « maison forte », de dresser une liste typologique de celles qui subsistent. Autant que faire se peut, celle-ci est complétée par des renseignements sur l'évolution de ces bâtisses et sur l'identité de leurs propriétaires successifs.

Qu'est-ce qu'une maison forte ?

La maison forte est un type particulier d'habitat seigneurial fortifié. C'est d'abord la résidence des petits seigneurs du Moyen Age finissant. Plus tard, les nouveaux nobles édifient eux aussi des résidences campagnardes qui renouvellent ce genre de bâtisse. Presque toutes celles qui ont été conservées dans le Jura ressortissent à cette seconde génération. Il n'est pas inutile de distinguer ici, historiquement et chronologiquement, les principaux types d'habitat fortifié seigneurial qui subsistent de nos jours, dans le Jura comme ailleurs.

a) Les premières forteresses médiévales, en bois puis en pierres, ont été construites, au cours du XIe siècle, par l'aristocratie comtale, sur des éminences naturelles. Ces grands féodaux — au nombre desquels il faut placer les évêques de Bâle, les comtes de Montbéliard et de Ferrette, ceux de Soyhières — exerçaient les *regalia*, c'est-à-dire les prérogatives essentielles de la puissance publique, sur quelques dizaines de villages. Le château de Soyhières est le seul qui relève de cette catégorie dans le Jura.
Pour défendre leurs domaines et pour renforcer leur pouvoir sur les campagnes en plein essor et dans les bourgades qui accèdent au statut municipal, les princes construisent, au XIIe siècle, des forteresses qu'ils confient à des châtelains salariés et révocables. Les châteaux de Porrentruy, Delémont, Saint-Ursanne, Milandre, et d'autres encore, appartiennent — ou appartenaient — à ce type de forteresse.

b) Ces comtes, ces « princes » reçoivent l'hommage de plusieurs dizaines de vassaux. Aux XIIe-XIIIe siècles, ceux-ci ont été autorisés par leurs seigneurs à fortifier des mottes castrales grâce à des constructions où la pierre l'emporte rapidement sur le bois. Ces chevaliers, détenteurs de quelques droits de justice, avoués — protecteurs attitrés — de certaines églises, ont des possessions foncières et des intérêts divers souvent dispersés. Retranchés derrière les murs de leur *castrum*, ces vassaux sont volontiers indociles, mais ils ne réussissent pas à inquiéter durablement les dynasties princières en pleine ascension aux XIV-XVe siècles. L'emploi

toujours plus efficace de l'artillerie permet aux Etats renaissants de briser la résistance de ces féodaux. Les mottes castrales d'Asuel, Pleujouse, Montvoie, Franquemont, Muriaux, Lœwenburg, relèvent de cette catégorie très répandue. La plupart de ces forteresses, désertées à l'extinction des familles qui les habitaient, ont été laissées à l'abandon par les princes à l'époque moderne[1].

c) En bas de la pyramide féodale, les plus petits seigneurs locaux, apparus tardivement — au XIIIe siècle pour la plupart d'entre eux — sont possessionnés dans une seule localité. Ils disposent rarement de droits de justice et leurs revenus, liés à la terre, sont érodés par l'inflation. Ces hobereaux édifient leur maison forte près de leurs domaines fonciers, plus précisément aux abords de la réserve constituée de champs («condemènes») et de prés (breuil) qu'ils exploitent en faire-valoir direct. Etroitement surveillés par la noblesse châtelaine, ces nobliaux bâtissent leurs premières maisons fortifiées entre 1250 et 1320[2]. Ces constructions défensives sont faciles à détruire, mais les grands féodaux limitent souvent le niveau des fortifications[3].

Siège de leur seigneurie locale, ces maisons fortes servent — avec l'église paroissiale — de refuge aux paysans en cas d'alerte. Dans les périodes de troubles, compagnies ennemies et brigands de tout poil occupent ces forteresses miniatures, ce qui freine le rétablissement de la paix et de la sécurité. Si l'importance militaire de ces bâtisses reste faible, celles-ci sont et restent, durant tout le Moyen Age, le symbole de l'autorité du seigneur sur ses manants.

Ces belles demeures édifiées à l'écart du village inscrivent dans le paysage rural la puissance de la noblesse et son enracinement dans ses terres «ancestrales». La tour du castel ne le cède qu'au clocher de l'église. Pour des générations de petits seigneurs, le fait de vivre à la campagne, dans leur maison forte, au milieu de «leurs gens», confère à leur domination sur les hommes et sur les terres le caractère naturel et immuable du cycle des saisons.

Ce sentiment explique en partie le succès des maisons fortes auprès des anoblis de fraîche date. Les princes de l'époque moderne (XVe-XVIIIe siècle) confèrent aux plus méritants de leurs agents — administrateurs, juges, capitaines, receveurs, etc. — des titres qui les font entrer dans les rangs de la noblesse. Ces nouveaux gentilshommes se hâtent de construire une maison forte. Dans leur esprit, cette demeure vaguement fortifiée remplace en quelque sorte les vieilles mottes castrales des anciennes familles de chevaliers.

Médiévales ou modernes, les maisons fortes ont l'aspect d'une grande bâtisse pourvue de belles fenêtres et flanquée d'une tour abritant des pigeons en liberté, privilège réservé à la noblesse. Un mur d'enceinte en pierre, de forme carrée ou rectangulaire, entoure une vaste cour fermée par un portail qui débouche parfois sur un pont-levis. Un fossé peu profond, inondé autant que faire se peut, accentue le caractère défensif de la terrasse qui peut être artificiellement surélevée. Un corps de ferme est édifié dans un des coins de l'enceinte pour exploiter la réserve dominicale ou ce qu'il en reste. Les dimensions de cette plate-forme fossoyée varient entre 25 et 70 mètres de largeur et entre 25 et 100 mètres de longueur[4].

Les heurs et malheurs de l'Evêché, les difficultés financières de la noblesse dès le XIVe siècle, l'extinction de maintes lignées féodales expliquent la disparition de beaucoup de maisons fortes. Abandonnées, transformées en bâtiments agricoles, elles deviennent méconnaissables et finissent par disparaître, à l'instar des anciennes mottes castrales[5]. Les dévastations liées à la guerre de Trente Ans (1618-1648) nécessitent des rénovations qui ne peuvent pas toujours être financées par les seigneurs ou leurs successeurs.

Au XVIIIe siècle, le retour de la sécurité dans les campagnes et la mode du «retour à la nature» confèrent un surcroît de faveur aux maisons fortes. Celles-ci deviennent de simples gentilhommières et elles perdent presque tout leur dispositif défensif. Leurs propriétaires font aménager des jardins d'agré-

ment, français ou anglais, autour de leurs demeures. En fait, très attirés par la ville, en poste dans les diverses châtellenies de la principauté ou à la cour, les nobles ne résident plus continuellement « sur leurs terres ».

Lorsque la Révolution éclate dans l'Evêché de Bâle (1792-1793), les propriétés des émigrés sont saisies et vendues comme biens nationaux. Alloties et acquises à bas prix par la bourgeoisie et la paysannerie aisée, terres et bâtisses changent dès lors souvent de main. Au XIXe siècle, ces bâtiments sont transformés au gré des activités de leurs tenanciers successifs. Elles subissent au XXe siècle, à Alle et à Courtemaîche par exemple, des « rénovations » malheureuses qui leur font perdre leur caractère originel.

Château de Cœuve. Dessin à la plume daté de 1942. C. A. Müller. Musée de l'Hôtel-Dieu, Porrentruy.

Typologie des maisons fortes ajoulotes

En Ajoie comme ailleurs, plusieurs types de maisons fortes se sont succédé entre le XIVe et le XVIIIe siècle. Des bâtisses seigneuriales fortifiées érigées à la fin du Moyen Age devaient être visibles dans les villages où sont mentionnés des chevaliers et des écuyers. Cette étude se limite aù seul domaine rural, même si des villes comme Porrentruy et Saint-Ursanne possèdent des bâtiments qui s'apparentent parfois à des maisons fortes campagnardes.

a) *Les maisons fortes médiévales disparues*

Les maisons fortes médiévales, campées à l'intérieur d'un terre-plein naturel ou artificiel se distinguent du petit château, en principe érigé sur un piton rocheux entouré de hautes murailles, comme par exemple à Pleujouse. Ces mottes castrales ont elles aussi disparu, comme par exemple celles de Châtel-Vouhay (Courchavon) ou de Beurnevésin, pour ne parler que de celles-là. Les habitats des seigneurs locaux des XIIIe-XIVe siècles sont très mal connus. Ils ne sont certainement pas tous fortifiés, même sommairement comme le sont, par définition, les maisons fortes. Celles de Rocourt et de Vendlincourt sont dûment mentionnées dans les actes du Moyen Age finissant.

A **Vendlincourt**, la « forteresse » et les « fossés » sont évoqués pour la première fois en 1316[6]. Ce fief est mouvant des comtes de Montbéliard. En 1370, les seigneurs dits « de Vendlincourt » prêtent l'hommage à ce puissant féodal pour « la grange et maisonnement qui est entre les vieux fossés de Vendlincourt, avec les fossés et le grand curtil (jardin) qui est devant » [7]. Un peu plus tard, en 1386, Aimé de Saint-Aubin, sire de Montvoie, possède une « demeure » ainsi que 256 journaux de terre pour lesquels il doit lui aussi l'hommage au comte de Montbéliard[8]. Ses lettres réversales mentionnent l'écuyer Abrelin de Vendlincourt qui détient une « maison » entourée de « fossez ». C'est dire qu'à la fin du XIVe siècle, ce petit village ajoulot compte deux maisons fortes. Au XVe siècle, ces demeures seigneuriales ne sont plus mentionnées et les sires de Vendlincourt ne semblent plus résider sur leurs terres ancestrales[9].

Les sires de **Rocourt**, dont la lignée masculine s'éteint à la fin du XVe siècle, possédaient une maison forte au milieu de leurs domaines[10]. Elle semble avoir été édifiée à l'emplacement de l'église actuelle[11]. En 1465, Ferry de Rocourt n'y réside plus et il l'amodie à une famille paysanne à la condition que celle-ci libère les lieux si ce seigneur ou ses héritiers jugeaient bon de retourner vivre sur leurs terres[12]. En 1573, Notre-Dame de Bâle acquiert des successeurs des Rocourt leurs possessions et leurs droits dans ce village d'Ajoie — notamment *die Burg* et ses dépendances — pour le prix de 7700 florins[13].

Trois ans plus tard, la « maison, chesaulx et tenement à l'entour, appellée La Motte de Rocourt, ensemble des fosselz a l'entour, qu'estoit anciennement la maison forte d'un seigneur de Rocourt » est accensée par le prince-évêque à Adam et Henry Vuillame pour dix sous et deux chapons par année[14]. Au cours de l'époque moderne, cette vieille bâtisse seigneuriale est donc pratiquement transformée en rural. A la fin de l'Ancien Régime, le cadastre local ne mentionne même plus cet édifice[15].

En Ajoie comme dans le reste du Jura, aucune maison forte médiévale n'a été conservée dans son état originel. Par contre, sur le site de leur implantation, plusieurs seigneurs ont fait aménager, entre le XVIe et le XVIIIe siècle, des demeures dont quelques-unes subsistent encore.

b) *Les maisons fortes d'origine médiévale, mais rénovées à l'époque moderne*

Endommagées par les incendies, les guerres et les rénovations successives, les maisons fortes d'origine médiévale laissent généralement apparaître peu de vestiges anciens. Seule l'archéologie pourrait reconstituer la configuration primitive de ces bâtisses. Les châteaux de Cœuve, de Miécourt et de Boncourt entrent dans cette catégorie où l'ancienneté du site est masquée par la modernité des bâtiments.

A quelle époque les sires de **Cœuve**, mentionnés dès le milieu du XIIe siècle, ont-ils construit leur maison forte[16] ? En 1542, un acte mentionne Jean-Guillaume de Brinighoffen, seigneur « de Mailleroncour, de Trévillers et de Queuve » en évoquant « la forte maison dudis escuyer audit Queuve »[17]. Cette bâtisse est entourée de « fossez »[18]. En 1602, l'écuyer Melchior de Brinighoffen vend à Notre-Dame de Bâle, pour 11 600 florins, cette « maison forte size au village de Cueve environné de fossée d'eau, grange, colombière, vergier y joingnant en tènement, laquelle se cloz avec un pont levy ». Cette aliénation comprend également les terres et les divers droits des sires de Cœuve[19].

Deux générations plus tard, en 1651, le prince-évêque cède ce corps de biens à Pierre-Jean de Gléresse moyennant 800 doublons espagnols[20]. Lorsque Jean-Christophe de Gléresse décède, en 1700, sa maison forte avec deux granges, le jardin et ses dépendances sont estimés à 4300 livres bâloises[21]. Les terres attachées au château comprennent 200 journaux de champs et 26 faux de prés évalués à 11 000 livres, ainsi que divers biens-fonds d'une valeur de 1700 livres.

Deux dessins de la maison forte du XVIIIe siècle montrent que ce bâtiment est entouré de fossés inondés franchissables grâce à un pont-levis[22]. Une chapelle consacrée à Sainte « Walburgue » relie les deux ailes de la gentilhommiè-

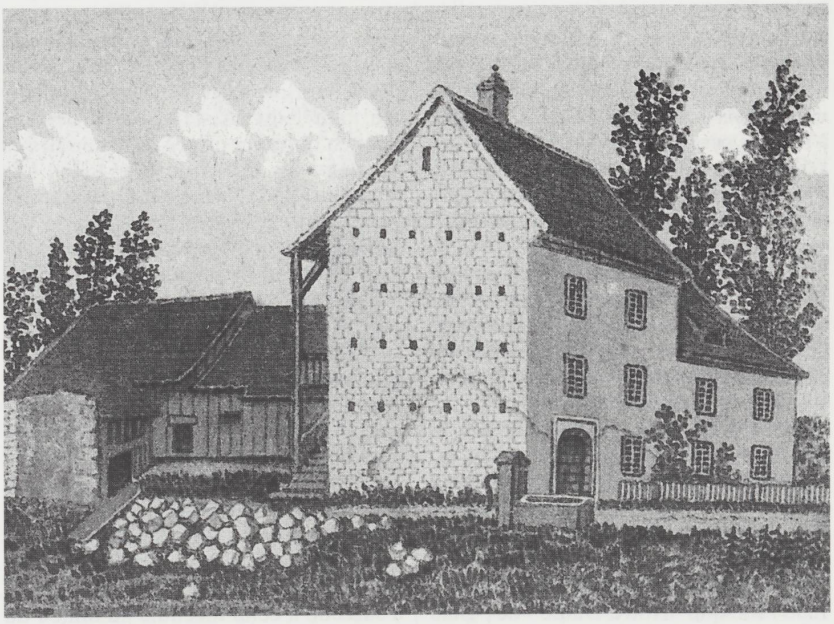
re[23]. En 1717, la châtelaine fonde un autel dédié aux Saints Jean-Baptiste et Pacifique «dans son château dudit Cœuve»[24]. En 1724, le baron François de Ramschwag, un haut fonctionnaire de la principauté, acquiert le vieux bâtiment et toutes ses dépendances, mais il les cède en 1733 déjà au prince-évêque qui les utilise comme résidence d'été[25].

A la fin de l'Ancien Régime, un inventaire précis énumère tout le mobilier de la maison forte et de la chapelle[26]. On apprend ainsi que la chambre à coucher de «Monseigneur» comprend notamment un tableau représentant... Guillaume Tell, héros emblématique des peuples en lutte contre l'arbitraire des princes. Les jardins sont égayés par un jet d'eau approvisionné grâce à «la source ou fontaine du village»[27]. En 1778, l'architecte Pierre-François Paris supervise une rénovation complète de la vieille demeure seigneuriale suivant des devis heureusement conservés[28]. C'est peut-être à cette époque-là que les fossés ont été comblés.

A la Révolution, la propriété est vendue comme bien national et la chapelle est détruite. Au XIXe siècle, l'autel et un tableau représentant Sainte Walbourgue protégeant le manoir de Cœuve se trouvaient dans la chapelle de Sainte-Croix, près de Fontenais[29]. De nos jours, l'ancienne maison forte est démembrée en deux bâtiments qui se font face : une ferme qui conserve la tour des anciens seigneurs et une auberge attenant à l'ancien jardin.

Le château de **Miécourt** a été construit avant 1370 dans des circonstances qui restent obscures. Probablement féodal à l'origine, il semble avoir été acquis par l'église de Bâle qui l'a investi à Jean d'Arcey, un familier de l'évêque Jean de Vienne (1365-1382)[30]. En 1370, cette maison forte, avec ses 80 journaux de terre et ses 18 faux de pré, est inféodée à un autre écuyer comtois proche de «Monseigneur de Bâle», Guillaume d'Orsans[31]. L'importance militaire du *castrum* miécourtois est faible puisque le nouveau vassal doit servir son seigneur dans le château de Pleujouse *(Nuwenstein)*.

Au début du XVe siècle, le fief fait retour à Notre-Dame de Bâle qui en investit Jean-Bernard d'Asuel en 1424[32]. La *veste und das dorff* restent aux mains des Asuel jusqu'à l'extinction de cette lignée en 1479[33]. L'église de Bâle dispo-



Le château de Miécourt après l'incendie. Miniature aquarellée d'Achille Schirmer. Musée de l'Hôtel-Dieu, Porrentruy.

se alors de ces biens en faveur des sires de Morimont, de puissants vassaux de la Maison d'Autriche[34]. Selon un *memorandum*, l'évêque Jean de Venningen (1458-1478) aurait racheté le château et le village de Miécourt aux Morimont pour 400 florins[35].

En 1481, l'évêque Gaspard de Rhein confie à l'écuyer Henri d'Orsans le « chésal et maison forte de Miécourt avec ses dépendances, ses fossés et ses jardins »[36]. En 1486, les bâtiments sont en si mauvais état que la lettre reversale d'Etienne d'Orsans, le fils d'Henri, précise que le jeune seigneur doit les rénover « dans un délai convenu suivant les indications données par l'église de Bâle à feu son père dans une lettre scellée »[37]. Le domaine attaché à ce manoir ne comprendrait plus que quatorze faux de pré et un verger situés autour de la vieille maison forte[38].

A l'extrême fin du XVe siècle, en 1499, le fief de Miécourt est entre les mains de Jakob « Bougk », secrétaire de l'évêque de Bâle qui, ne pouvant lui payer ses gages, lui cède encore Châtel-Vouhay (Courchavon). A la mort du secrétaire épiscopal, puis de son fils, le fief épiscopal de Miécourt passe au chancelier Lukas Kletten ainsi qu'à un certain Jakob Baumgartner, sans doute des administrateurs au service de l'Evêché[39].

Cette période difficile prend fin en 1538 lorsque Notre-Dame de Bâle inféode la maison forte de Miécourt et ses dépendances à un hobereau d'origine alsacienne, Hermann de Spechbach[40]. Au XVIe siècle, cette bâtisse n'est plus entourée que d'un jardin avec six faux de pré jouxtant les fossés[41]. La demeure seigneuriale comprend alors une cuisine, un « poille », une salle « dessus les degrez (escaliers) » et une ou deux chambres « dessus le poille »[42].

Au XVIIe siècle finissant, en 1691, les Spechbach affirment que « ledit chasteaux menace ruine de toutes parts », à tel point qu'il ne peut être « habité par eux sans danger évidant d'estre touts, avec leurs familles, ensevelis dans ces ruines ». Ces nobliaux voudraient « une petite maison dans l'enclos du verger qui joint ledit chasteaux ». Ils demandent en outre au prince de les autoriser à vendre les terres de leur fief[43]. Les plans du XVIIIe siècle ne permettent pas de dire que la maison forte a été abandonnée, mais elle perd progressivement sa vocation seigneuriale au fur et à mesure que les Spechbach retombent dans la roture[44].

Cette vieille bâtisse a conservé, jusqu'à nos jours, l'aspect qui était le sien durant les deux derniers siècles de l'Ancien Régime. Les fossés, sans doute asséchés avant la Révolution, se devinent encore autour du mur d'enceinte qui menace ruine par endroits. La demeure seigneuriale est décorée des armes des Spechbach et des Grandvillers leurs parents. Dans la cour, un rural a succédé à celui incendié au milieu du XIXe siècle[45]. Longtemps propriété de la famille Spechbach, ce corps de bâtiment est actuellement rénové en vue d'abriter le Musée de la goutte et de la distillation.

La maison forte de **Boncourt** — qu'il ne faut pas confondre avec la forteresse de Milandre — a également des origines médiévales. Les sires de Boncourt, dits d'Asuel, vassaux des seigneurs d'Asuel, ont vécu à Boncourt avant de se disperser à Porrentruy et en Franche-Comté en reprenant le nom « d'Asuel ». Leur manoir a été cédé aux sires de Ferrette, qui ne descendent pas, eux non plus, des comtes de Ferrette dont la lignée s'éteint au XIVe siècle[46].

L'histoire de cette demeure seigneuriale est particulièrement mal documentée pour la période médiévale et le début de l'ère moderne. Il faut ainsi attendre le commencement du XVIIe siècle pour rencontrer une première mention la concernant, au demeurant bien imprécise. Selon un inventaire établi les 5 et 6 mai 1614[47], le domaine boncourtois des Ferrette-Liebenstein s'étendait sur plus de 400 journaux de terres et comportait, outre un moulin, deux maisons, l'une ancienne et l'autre neuve, avec granges, écuries, jardin potager et verger *(Das alt und neuw gepauwen hauss, sambt der scheünen unnd stall, wie auch kraüth- und baumgarten, wie es aneinandern gelegen)*. L'« ancienne maison » serait-elle notre maison forte ? Le 9 août 1638, Victor de Staal (1591-1672), bailli de Falkenstein, achète le domaine à Jean-Jacques de Ferrette-Liebenstein pour la somme de

10 000 florins de Bâle[48]. La famille soleuroise des Staal n'est pas totalement inconnue dans le paysage jurassien, où elle est possessionnée depuis la fin du XVe siècle, principalement dans la Vallée de Delémont[49]. Le même Victor de Staal venait également d'acquérir un important fief à Soulce[50]. L'acte d'achat du domaine boncourtois ne fournit aucune indication à propos de la maison forte. Un inventaire dressé l'année suivante se contente de citer laconiquement « deux grandes maisons, grange, tennement et curtil à l'entour, tant en vergier que curtil, et le tout selon la possession ancienne des seigneurs de Ferrette contenant environ quatre journaulx, enbely d'une grande quantité de bons arbres »[51].

« La Cour », à Boncourt. Dessin à la plume de C. A. Müller. XXe siècle. Collection particulière.

Les premières années passées à Boncourt par le nouveau châtelain ne sont pas faciles, loin s'en faut : le domaine se trouve dans un état de quasi abandon[52] et la guerre de Trente Ans occasionne de sévères pertes lors des passages incessants de la soldatesque. Il est cependant donné à Victor de Staal d'admirer, peu avant de mourir, la nouvelle maison d'habitation qu'il a fait édifier en 1670[53], vraisemblablement pour remplacer l'ancienne maison forte.

En 1703, le petit-fils de Victor, François-Antoine de Staal, et son épouse Marie-Salomé née de Roggenbach, entreprennent la restauration de leur demeure. Une inscription accompagnée de leurs blasons au-dessus de la porte d'entrée rappelle l'événement. C'est semble-t-il à ce couple qu'il faut attribuer la restauration du grand mur d'enceinte et du portail.

D'anciens fossés alimentés par le ruisseau voisin n'ont pas laissé de traces. La présence d'une tour, aujourd'hui disparue, flanquant le côté occidental de la maison d'habitation est attestée par une tradition orale et par des détails architecturaux. Cette tourelle devait en outre servir de pigeonnier[54].

A la fin de l'Ancien Régime, le domaine appartient conjointement à Henri de Staal et à sa sœur Marie-Balbine, mariée au grand bailli François-Charles d'An-

dlau-Birseck. Si cette dernière émigre, son frère, lui, ne quitte pas Porrentruy où il réside. De ce fait, il peut conserver ses biens qui échappent aux confiscations révolutionnaires. Avec une fortune estimée à 4878 livres — ce qui en fait un des hommes les plus riches d'Ajoie — il est soumis à l'emprunt forcé instauré par la loi du 3 septembre 1793[55]. Henri de Staal, le dernier du nom de la branche jurassienne, meurt le 18 novembre 1809 à Porrentruy[56]. Ne laissant aucune descendance, ce sont ses neveux et nièces qui deviennent les seuls propriétaires du domaine de Boncourt.

Le 6 février 1815, un bail est passé avec les nouveaux fermiers Jacob Disler et Josef Emenneger, Lucernois d'origine mais résidant à Soleure[57]. D'une durée de 12 ans, le contrat prévoit un fermage annuel de 3000 francs, augmentant progressivement jusqu'à 3800 francs lors des trois dernières années. Quelques mois après la conclusion du bail, le 29 juin de la même année — jour de la patronale de Boncourt — le village est soumis à un pillage en règle par 300 « brigands armés »[58]. Le domaine des Staal subit bien évidemment des dommages et des pertes chiffrés à plus de 3000 francs[59]. Le bail avec les fermiers lucernois est cassé et ceux-ci sont remplacés par deux ressortissants de Porrentruy, Jacques Gürtler et son cousin Fridolin Werdenberg.

Bien qu'originaires d'Allschwil, les familles des nouveaux fermiers sont établies à Porrentruy depuis le milieu du XVIIIe siècle. Les parents et grands-parents de Jacques Gürtler y exploitaient en effet la ferme que le prince-évêque possédait au Faubourg-Saint-Germain. Le nouveau bail est signé le 28 février 1816[60]. A l'exception d'Henriette, baronne de Rinck, absente, tous les copropriétaires sont présents: le baron Conrad d'Andlau-Birseck, « ci-devant gouverneur général de la Principauté de Porrentruy », accompagné de ses sœurs, Odile baronne de Bollschwiller et Lore (ou Eléonore) baronne de Billieux. Le contrat porte sur environ 246 journaux de terres labourables, « d'une maison de maître, remise et grenier au-dessus, de deux bâtiments en granges et écuries, cour au milieu, avec jardin et verger y attenant entouré de mur et vives haies avec les vergers et prés ensemble d'environ 78 fauchées ». Le fermage annuel s'élève à 3000 francs. L'urgence de réparations à apporter aux bâtiments est mentionnée[61]. Une clause au sujet de la culture des arbres fruitiers mérite d'être relevée: « Les retenants seront tenus d'entretenir les arbres fruitiers dans les vergers près de la maison et du village. Ils devront chaque année faire une plantation de 24 arbres, qu'ils grefferont ou entéront de bons fruits, et remplacer ceux manquants ».

Cinq années s'écoulent et les héritiers des Staal prennent la décision de se séparer du domaine de Boncourt, qu'ils cèdent le 26 mars 1821 à leur fermier Jacques Gürtler associé à François-Xavier Viénat, inspecteur de l'angal, pour 70000 livres tournois, ou 46666 francs de Suisse[62]. Ces derniers acquièrent chacun pour moitié le domaine. Gürtler s'installe avec sa famille dans la maison de maître et Viénat se fait construire au sud de la cour une grande demeure.

Plus de 170 années ont passé sans que l'imposant complexe de bâtiments, appelé communément « La Cour », n'ait été modifié. Par contre, le verger des seigneurs de Staal, devenu orphelin de ses arbres fruitiers, accueille depuis peu une piscine couverte.

En fait, les maisons fortes d'origine médiévale se distinguent mal, du point de vue architectural, de celles érigées *ex nihilo* à l'époque moderne (XVIe-XVIIIe siècles). La ressemblance est encore accentuée par le fait que ces vieux manoirs passent d'une famille noble à l'autre, de sorte que l'ancienneté de la présence seigneuriale ne permet pas aux hobereaux de l'Ancien Régime de dire que la domination de leur famille sur les manants du village est immémoriale, comme ils se plaisent à le penser. Cette remarque est encore plus vraie dans le cas des maisons fortes bâties après la fin du Moyen Age.

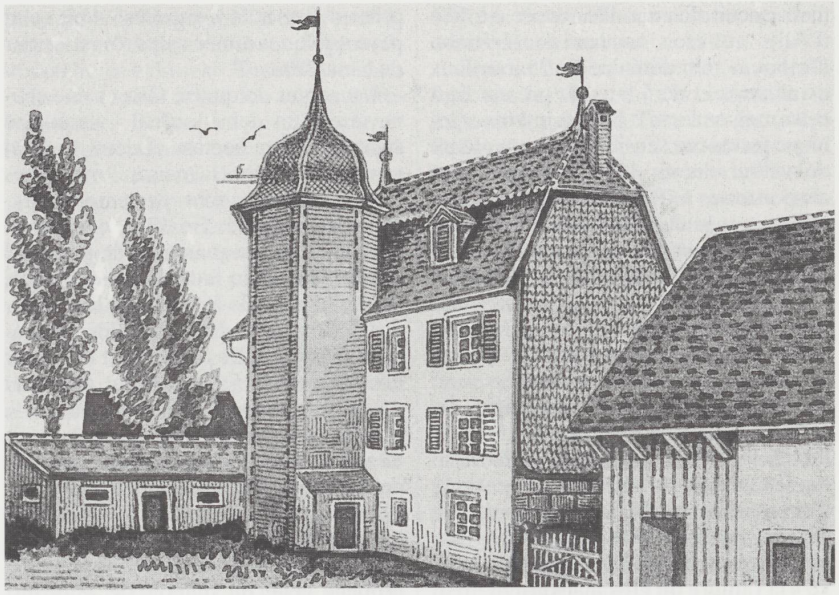
c) *Les maisons fortes construites à l'époque moderne*

Dans l'Etat moderne, les relations féodo-vassaliques deviennent purement formelles. Pour la noblesse, la seule façon d'exercer un réel pouvoir et d'ob-

tenir des revenus substantiels est d'occuper un emploi à la cour ou dans l'administration princière. Celle-ci fait du reste appel à des juristes et à des gestionnaires d'origine bourgeoise qui obtiennent souvent des lettres de noblesse. Ces anoblis acquièrent des terres et construisent des maisons fortes qui symbolisent leur nouveau statut et qui flattent leur vanité nobiliaire, d'autant plus susceptible que leur promotion est plus récente. Ceci étant dit, des nobles de vieille souche, comme les Couthenans à Courtemaîche, construisent également des bâtisses de ce genre à l'époque moderne.

La maison forte d'**Alle** est bâtie au début du XVIe siècle par la famille Desboys dont le premier représentant est un bourgeois de Delémont, Humbert Berton ou Birton, alias Desboys († 1509)[63]. Ce juriste défend les intérêts du prince comme châtelain dans divers bailliages. Il reçoit ses lettres de noblesses en 1472[64]. Son fils aîné, Hartmann ou Hermann († 1519) s'établit à Alle[65]. En 1516, « la communauté d'Halle donne licence et puissance à Hartheman des Bois de clorre et bocher son verger près la sus ditte maison (sa maison forte) »[66]. A cette date, le manoir est donc déjà construit. Il n'est cependant pas encore entouré d'un mur d'enceinte délimitant une vaste cour soustraite aux droits d'usage collectifs, signe caractéristique des demeures seigneuriales.

Les Desboys ne peuvent pas conserver l'intégralité de leur domaine ajoulot.



Le château d'Alle. Miniature aquarellée d'Achille Schirmer. Musée de l'Hôtel-Dieu, Porrentruy.

Ils doivent en céder une partie au moins à Jean Belleney, curé d'Alle et de Porrentruy, un riche ecclésiastique bruntrutain[67]. En 1545, « Harthemand des Bois », le neveu du bâtisseur, vend sa part — soit la moitié, semble-t-il — de cette « cheminey de pierre (maison), vergier et teinement tout allentourt... avec une aultre pièce qu'est closse avec ledit vergier » à Guillaume Camus, bourgeois de Porrentruy, pour 220 livres bâloises[68]. Cette propriété semble assez lourdement hypothéquée envers la Confrérie Saint-Michel de Porrentruy et le Chapitre de Saint-Ursanne.

La famille Camus est alors en voie d'anoblissement et seule la branche noble, celle des Camus de Cœurmont, subsiste au-delà du XVIe siècle[69]. En 1571, « noble homme Guillaume Camuz », bourgeois de Porrentruy et ancien lieutenant du prince, est décédé. Son héritage comprend notamment « une maison de pierre et un grand ver-

gier, circuit de muraille, située au lieu d'Alle, autrefois acquise de Hartman Desboys». Un domaine de 25 journaux de champs et de 5 faux de pré est lié à cette maison forte[70]. Les bâtiments et les biens-fonds ont sensiblement augmenté de valeur depuis 1545 puisqu'ils sont alors estimés à 1800 livres bâloises[71].

Entre 1614 et 1625, la veuve de Jean Camus, Suzanne née Hendel, entreprend la réfection des toitures de la maison et de la grange. Des milliers de tuiles sont achetées à Porrentruy et à Charmoille. Autrefois recouverts de «mottes d'herbes», les murs des vergers sont désormais protégés par des tuiles. En 1630, des «varriers» originaires des Bois de Montjoie — l'actuel secteur du Moulin-Jeannottat — remplacent le verre des fenêtres. Au sortir de la guerre de Trente Ans, les bâtiments sont bien détériorés et les soldats ont même enlevé «la ramure du gros maison»[72].

En 1656, les Camus cèdent leur maison forte et ses dépendances aux Colin, une famille d'origine comtoise[73]. Enrichis dans le négoce, ces bourgeois exercent des fonctions judiciaires et ils obtiennent leurs lettres de noblesse au XVIe siècle. La branche des Valoreille — du nom du village où elle est possessionnée — est représentée dans l'Evêché de Bâle par Louis Colin[74]. En 1682, ce nobliau vend à son fils Guillaume, grand veneur du prince-évêque, «une maison sise et située au village d'Alle, provenant des Cœurmons, ensemble des vergier, gardin et chenevière». Le prix est fixé à 84 «pistolles», soit celui payé quelques années plus tôt au «sieur de Cœurmons»[75].

Un verger de quatre faux et une chenevière d'un demi journal — soit une superficie d'un hectare et demi au total — entourent alors la maison forte[76]. Des terres agricoles sont également attachées au château. En 1731, elles comprennent une cinquantaine de journaux de champ et cinq faux de pré exploités, depuis le rural de la cour, par le fermier des Valoreille[77]. En 1688, des réparations de serrurerie permettent de savoir que la maison forte compte plusieurs portes, notamment «la porte devant», «la porte de la cave», celles de «la cuisine», du «poile», de «la sale d'embas», de «la sale d'en hault» et celle des «degré pour entrer dans l'alé qu'on va à la sale d'embas et au poile»[78]. La configuration générale du bâtiment principal rappelle celle du manoir de Miécourt décrite en 1577.

Guillaume de Valoreille donne en 1725, de son vivant, «ses maisons, grange, vergier et courtil y adjoingnants», avec toutes leurs dépendances, à son neveu Charles-François, officier dans un régiment autrichien[79]. Le nouveau propriétaire entreprend des travaux d'embellissement. En 1726, il fait «hausser et murer» la tour de sa demeure «d'une toise d'auteur». Les pierres de «cartelage» nécessaires à cette opération sont en tuf d'Asuel[80]. La «tour de maison» reçoit également une nouvelle ramure en chêne «toute pareille à ceste de M. de Gléresse à Alle». Le toit de cette tour est recouvert d'«éclavins» (bardeaux). Le maître des lieux ordonne encore une réfection du «pont pour entrer dans ma cour». Ces détails prouvent que le mur d'enceinte est entouré de fossés. Le «revestement» de la grange et des écuries est également refait à neuf[81].

Vers 1731, le vieux Guillaume, qui reste usufruitier du domaine cédé à son fils, quitte le village d'Alle pour s'établir à Delémont parce qu'il «ne trouvait plus de sûreté au milieu d'une communauté qui commençoit à franchir toutes les bornes et règles». A Alle comme ailleurs, les relations entre seigneurs et paysans sont souvent très conflictuelles, même en dehors du contexte des événements de 1730-1740. Le «réfugié» ne se désintéresse pas pour autant de sa propriété et, en 1738, un maçon s'engage à «construire un pont devant la maison de M. de Valoreille à Halle, d'une largeur convenable, et... faire un portail à la façon que l'on les fait aujourd'huy, avec des pierres de tailles et un chapiteau au dessus»[82].

En 1734, le capitaine Charles-François de Valoreille meurt prématurément[83]. Durant la minorité de sa fille unique, Marie-Josèphe, ce domaine ajoulot est administré par l'oncle de la jeune héritière, Louis Colin de Valoreille (1702-1769), curé de Delémont[84]. En 1752-1755, cet ecclésiastique entreprend de coûteuses rénovations. Un «vitriez» de Miécourt est mandaté pour «refaire les fenestres». Un «tui-

lié » de Charmoille pose 3100 « tuil de murail » sur le mur d'enceinte, long de 32 toises, et 2400 « tuil commune » sur le toit de la maison. Un charpentier de Movelier refait « le neu portaille de la grange » et « deux neuve porte, tant pour la tour que pour le poille dant ba ». Un « chodronier » bruntrutain pose « les canals et d'auphins », sans doute les chéneaux, tandis qu'un « peintre de Pourrentruy » peint les volets et la porte d'entrée en jaune et noir — les couleurs des armoiries des Valoreille — « et les canalle aussis en gaune et noir ». Cet artisan dore encore « les deu dragon », peut-être des sculptures apposées sur la porte d'entrée. La restauration touche également le rural dépendant de la maison forte. Neuf voitures de « pierre de cartelage » arrivent de Fontenais, « quinze pièce de bois de sappin (sont) voituré depuis la Montagne d'Alle en quinze voyage » tandis que six voitures amènent des planches depuis « Asuel et Miseré »[85].

En 1769, Marie-Josèphe de Valoreille quitte son pensionnat savernois pour venir résider à Alle[86]. L'année suivante, elle épouse un gentilhomme originaire de Westphalie, le baron Adolphe-Ferdinand de Wrede, capitaine au service de Prusse[87]. Une aquarelle de cette époque représente « le jardin anglais du château d'Alle »[88]. Le jeune couple soutient pendant dix ans un procès en cour de Wetzlar contre la communauté d'Alle à propos du bois d'affouage[89]. La situation financière du baron, « trompé par deux juifs de Hagenthal », est très difficile et ses dettes s'élèvent à plus de 40 000 livres bâloises[90]. En 1782, tous ses biens sont saisis et vendus aux enchères publiques.

On apprend ainsi que la maison forte comporte « au rei de chaussé », une grande et une petite cave ainsi qu'un vestibule ; le premier étage comprend une chambre à coucher, une « chambre des enfants », une « autre chambre à côté », une petite cuisine, un salon, un « petit cabinet à coté », un corridor, « la chambre des domestiques » — avec deux lits — ainsi qu'une « autre petite chambre à côté » ; au deuxième étage, on trouve « la grande sale » avec ses « 22 tableaux, tant portraits qu'arbres généalogiques », un vestibule et trois autres chambres. Les inventaires indiquent que le couple emploie trois servantes, sans compter le métayer qui exploite les terres des Valoreille « en ferme à la troisième gerbe »[91].

Le domaine est alloti et acquis, phénomène curieux, par de simples villageois. Le château et les bâtiments qui en dépendent sont bradés à Jean-Baptiste Courtat, cultivateur à Alle, pour 1300 livres bâloises alors que les experts les estimaient à 7850 livres. Le vaste jardin est démembré en quatre « quarrés », le verger en trois « portions ». Les 60 journaux de champ et les 13 faux de prés sont également vendus, tout comme le mobilier. Ces enchères rapportent 21 869 livres alors que les dettes du baron s'élèvent à 41 954 livres[92]. En 1782, le couple et ses enfants quittent Alle « pour jamais ».

Courtat ne peut conserver sa maison forte qui tombe, dans des circonstances impossibles à préciser, entre les mains de Nicolas Colon, de Courtemautruy et Jean-Baptiste Crétin, de Cornol[93]. Ces deux Ajoulots l'ont en fait hypothéquée auprès de Germain Hermann, négociant à Bâle, pour 4520 livres. En 1787, ils cèdent ce domaine à Jacques Comment, maître-charpentier à Alle, pour la seule valeur de cette hypothèque[94]. Il semble pourtant que le contrat ait été cassé puisqu'en 1788, ces deux villageois vendent « une maison ci-devant chateau », avec toutes ses dépendances « entourrés de murs », à Henri Rossé d'Alle pour 3215 livres. L'acte notarié précise que les vendeurs s'engagent à payer à Hermann ce qui lui sera dû « outre ledit prix d'achat » pour solder la dette hypothécaire[95].

Les destinées de leur maison forte entre l'extrême fin de l'Ancien Régime et la Restauration sont obscures. En 1807, Henri Rossé vend le « ci-devant château d'Alle » à un instituteur bruntrutain, Jacques Caillet, pour 4600 livres[96]. Ce petit fonctionnaire conserve cette propriété jusqu'à sa mort en 1813[97]. Sous l'Empire et au début de la Restauration, le colonel puis général Gabriel Neigre, de Porrentruy, acquiert de nombreux biens-fonds à Alle, notamment le vaste domaine foncier des derniers Gléresse cédé pour 30 000 francs[98]. Ce militaire, anobli par Napoléon puis

rallié aux Bourbons, achète l'ancienne maison forte des Valoreille dans des circonstances impossibles à déterminer.

Certitude bien établie, le général baron Neigre, « lieutenant général des armées de S.M. le Roi de France, inspecteur général d'artillerie », vend en 1824 « une maison de maître d'un rés de chaussée et deux étages, grange et écurie détachées de la ditte maison, un jardin et verger, le tout d'un seul tenant, enfermé de murs et haies vives, du contenu d'à peu près sept journeaux »[99]. L'acquéreur, un rentier parisien originaire de Beurnevésin, Jean André, achète encore divers biens-fonds relevant de ce domaine, d'une superficie de 152 journaux de champs et 54 faux de pré. Le prix total de ces acquisitions s'élève à 40 000 livres suisses[100].

En 1829, ce spéculateur revend « une maison de campagne appelée le château d'Alle... avec grange, écurie, remise, jardin et verger », d'une contenance de 6 journaux et 79 perches — soit « près de 7 journeaux » — à Henri Parrat, « marchand de vin en gros », pour le prix de 13 320 livres tournois, soit 8880 francs « valeur de Suisse »[101]. L'acquéreur devient conseiller d'Etat bernois en 1852-1853[102]. Le cadastre de 1847 reproduit fidèlement la position de la maison forte, des jardins — anglais et français — qui l'entourent et du mur d'enceinte[103]. Le rural est disposé à côté de la vieille demeure seigneuriale[104]. En 1872, les deux filles de feu le professeur Parrat vendent « le château d'Alle », dans ses limites de 1829, à une vieille rentière, leur cousine « Clarice » Béchaux, moyennant 25 000 francs suisses[105].

A la fin du XIXe siècle, et à coup sûr durant tout le XXe siècle, cette propriété est défigurée par des constructions annexes qui la rendent presque méconnaissable. Le grand verger, alloti, est occupé par une place publique, des routes, la voie de chemin de fer. Divers bâtiments, parmi lesquels la gare, sont construits dans l'ancienne cour et seuls quelques pans du mur d'enceinte ont échappé aux pics des démolisseurs. Après avoir abrité une auberge, cette ancienne demeure — dont seule la tour témoigne encore de son caractère seigneurial — sert actuellement de salon de coiffure et d'appartement privé.

La maison forte de **Courtemaîche** ne semble pas remonter au-delà du milieu du XVIe siècle. Elle a pourtant été construite par un seigneur issu d'un vieux lignage féodal, Henri de Couthenans[106]. En 1550, ce hobereau est en conflit avec la communauté de Courtemaîche. Elle lui reproche d'avoir bâti, au lieu-dit « Enscharate », une maison entourée d'un enclos de huit journaux « ce qui n'a jamais été vu de mémoire d'homme ». Un rural est également édifié à côté de la demeure seigneuriale, dans une vaste cour, suivant un schéma caractéristique des maisons fortes de cette époque. Une tour abritant « un grand nombre de pigeons » flanque la maison de sire de Couthenans[107].

Pour sa défense, ce seigneur répond qu'il a planté 400 « rejets » *(zveigg)* d'arbres fruitiers dans le verger de son vaste domaine clôturé. Les terres dépendants de son manoir s'étendent sur quelque 400 journaux. Pour le reste, il se défend de n'avoir que 40 « paires de pigeons ». On sait — et ce nobliau ne manque pas de le préciser — que seuls les nobles et les prêtres ont, en Ajoie comme en maintes autres régions, le droit d'avoir un colombier. Les reproches adressés au sire de Couthenans recoupent ceux adressés à ses homologues d'Alle, de Miécourt et de Cœuve[108].

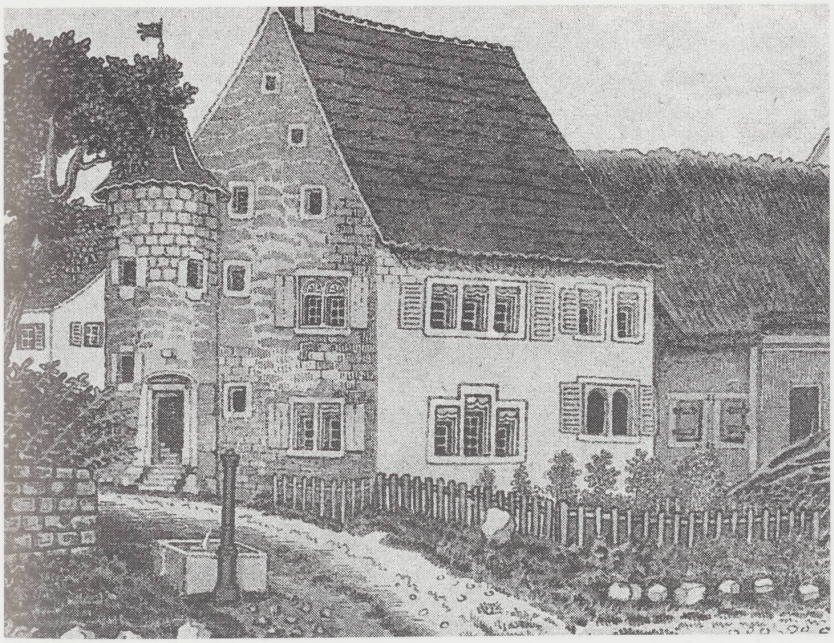
En 1586, la fille de Jean-Girard de Couthenans, demeurant à Courtemaîche, épouse Jean-Philippe de Spechbach[109]. Il est probable que la maison forte passe alors dans cette famille puisque vers 1634, Barbe de Spechbach, veuve de Nicolas de Grandvillers — Grandvillars, dans la proche Alsace — revendique « le château, la maison et le moulin » de Courtemaîche[110]. Des Spechbach, le domaine aurait passé, sans doute par le jeu des héritages, aux Stötzingen, une vieille famille noble de Souabe. En 1654, Sigismond de Stötzingen, qui résidait à Courtemaîche, est présenté comme étant décédé[111].

On perd ensuite la trace de ce domaine jusqu'en 1728-1730. La matricule foncière locale précise alors que la veuve de M. le conseiller Münck, ancien receveur du prince-évêque, possède cinq maisons et de nombreux biens-

fonds à Courtemaîche, dont « une maison, grange et escurie, dit Le Château, situés au milieu du village »[112]. Ce détail prouve que la vaste cour du premier manoir a été en partie démembrée pour permettre l'extension de cette bourgade.

Le destin de cette maison forte aux XVIIIe-XIXe siècles est mal connu. D'après le cadastre de 1844, l'ancien manoir des Couthenans est une ferme contiguë d'une autre exploitation agricole. Seule la tour distingue encore ce bâtiment des autres demeures villageoises. Elle a été malheureusement arasée au niveau du toit au début de ce siècle, de sorte que cette bâtisse a perdu tous les éléments distinctifs d'une demeure seigneuriale.

La maison forte de **Fontenais**, avec ses deux tours au toit atypique dans notre région, ne doit pas remonter au-delà du début du XVIIIe siècle. En 1731, ce domaine aménagé par le docteur « Faber », le médecin du prince, comprend « une maison proche la fontaine » ainsi qu'« un vergez joignant ladite maison, entourré de murailles »[113]. Un autre bâtiment, avec un jardin et un verger, complètent cette demeure qui présente la particularité d'avoir été bâtie par un bourgeois. Une chapelle est installée à l'intérieur du principal corps de logis en 1764[114].



La maison du lieutenant du prince à Courtemaîche. Miniature aquarellée d'Achille Schirmer. Musée de l'Hôtel-Dieu, Porrentruy.

A la fin du XVIIIe siècle, la fille du docteur « Faber » épouse Conrad Billieux, issu d'une famille anoblie en 1782[115]. Cette dame très riche décède en 1806[116]. A cette époque, cette « maison à deux tours », sans les autres immeubles qui l'entourent, est estimée à 8000 francs[117]. Au XIXe siècle, sans qu'on puisse en suivre le cheminement, cette maison forte devient une « modeste auberge ». Elle a été rachetée en 1977 par la commune de Fontenais pour y loger les services municipaux et pour servir de bureau de poste.

Les demeures seigneuriales édifiées *ex nihilo* à l'époque moderne (XVIe-XVIIIe siècles) ont perdu la belle allure qui était la leur à l'époque où leurs propriétaires portaient l'épée. Elles pâtissent notamment de la suppression des vergers et des jardins d'agrément qui les entouraient et qui les mettaient en valeur.

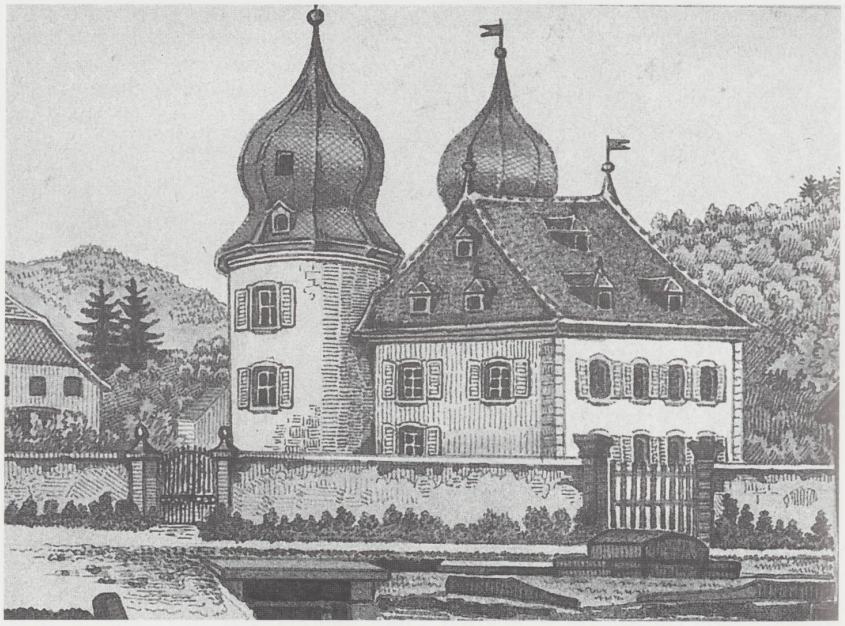
Durant plusieurs siècles, les maisons fortes ont été un élément essentiel et relativement courant du paysage rural ajoulot. Ces domaines sont liés à un certain type de société et d'économie, lorsque des seigneurs bien possessionnés en terres et en rentes foncières, rétribués par l'Etat princier, exempts d'impôt, dominaient sans conteste les populations rurales. Les relations entre cette petite noblesse — ancienne ou récente — et la paysannerie étaient loin d'être idylliques, même si aucune de ces bâtisses n'a été pillée ou détruite à la Révolution.

L'apport de ces domaines nobiliaires, véritables symboles de l'Ancien Régime rural, n'est pas négligeable dans les campagnes d'Ajoie. L'arboriculture naît dans les vastes vergers attenants à ces maisons fortes, à l'image des Spechbach de Miécourt qui se vantent, en 1605, d'avoir planté 600 arbres devant leurs fossés[118]. Sur le plan architectural, ces maisons fortes sont, avec les églises, les seuls bâtiments qui familiarisent les ruraux avec les styles qui se succèdent entre le XVe et le XVIIIe siècle.

Les vicissitudes des maisons fortes sont dues aux difficultés financières de la noblesse, à la fin du Moyen Age d'abord, à la fin de l'Ancien Régime ensuite. La Révolution et ses suites donnent le coup de grâce à ces magnifiques demeures, même si certains nobles n'émigrent pas et peuvent donc conserver leurs biens. Exilées ou ruinées, ces familles doivent se séparer de leurs domaines. Les notables et les rentiers, puis les paysans et les artisans prennent possession de ces bâtisses suivant un processus qui ne connaît aucune exception.

Ces joyaux nés du mariage des vergers et de l'eau, des jardins et de la pierre perdent alors leur élégance aristocratique. Les fossés sont comblés, les murs d'enceinte abattus, les cours démembrées, les habitations réaménagées. Les gentilhommières se muent en auberges ou en fermes. Seule l'imagination permet de reconstituer ces élégantes bâtisses isolées du village et posées dans leur écrin de verdure.

Jean-Paul Prongué
Porrentruy
Romain Jurot
Delémont



Le château de Fontenais. Miniature aquarellée d'Achille Schirmer. Musée de l'Hôtel-Dieu, Porrentruy.

Notes

[1]Sur les châteaux forts médiévaux du Jura, voir MEYER, *Der mittelalterliche Adel und seine Burgen im ehemalige Fürstbistum Basel*, op. cit.
[2]AFFOLTER, PÉGEOT, VOISIN, *L'habitat médiéval fortifié*, op. cit., p. 18.
[3]PÉGEOT, « Les destinées des maisons fortes à la fin du Moyen Age : exemples franc-comtois », op. cit., p. 243-248.
[4]AFFOLTER, PÉGEOT, VOISIN, *L'habitat médiéval fortifié*, op. cit., p. 17.
[5]Beaucoup de maisons fortes sont abandonnées à la fin du Moyen Age : PÉGEOT, « Les destinées des maisons fortes à la fin du Moyen Age : exemples franc-comtois », op. cit., p. 251.
[6]Tr. III, p. 700 ; 1316, novembre 1.
[7]Tr. IV, p. 720 ; 1370, octobre 29.
[8]Tr. IV, n° 220, p. 462 ; 1386, février 26.
[9]Sur les seigneurs de Vendlincourt, voir aux AAEB la série B 237/238, Wendelsdorf.
[10]Sur les seigneurs de Rocourt, voir NUSSBAUMER, *Les comptes de la seigneurie de Rocourt*, op. cit.
[11]Tr. V, p. 885, note d'Auguste QUIQUEREZ.
[12]AAEB, B 135/15, f. 25 v et 26 r ; 1579 (1465).
[13]AAEB, B 239/Ajoie/23 ; 1573, mai 25.
[14]AAEB, B 135/15, f. 25 v et 26 r ; 1579.
[15]AAEB, B 135/23 et 51 ; XVIIIe siècle.
[16]THIÉBAUD, « Les familles de Cœuve », op. cit.
[17]Brinighoffen : France, département du Haut-Rhin, arrondissement de Mulhouse ; Mailleroncourt-Saint-Pancras : France, département de la Haute-Saône, arrondissement de Lure ; Trévillers : France, département du Doubs, arrondissement de Montbéliard.
[18]AAEB, B 239/Ajoie/71 ; 1542, décembre 2.
[19]AAEB, B 239/Ajoie/73 ; 1602, juin1.
[20]AAEB, B 239/Ajoie/73 ; 1651, mars 14.
[21]AAEB, B 239/Ajoie/73 ; 1700, mars 22.
[22]AAEB, Collection des cartes et plans : château de Cœuve, deux aquarelles et plans du XVIIIe siècle.
[23]Sainte Walbourgue (Walpurgis), abbesse du couvent de Heidenheim, décédée en 779. Son culte se développe au IXe siècle en Flandres, dans le nord de la France. En Alsace, l'abbaye bénédictine de Walbourg, près de Wissembourg, fondée par Thierry Ier, comte de Montbéliard, lui était dédiée. Sainte Walbourgue était invoquée par les paysans, les malades des yeux et les femmes en couches. Sa fête se célèbre ordinairement le 1er mai.
[24]AAEB, B 239/Ajoie/74 ; 1717, avril 5.
[25]VAUTREY, *Notices historiques*, op. cit., t. 1, p. 132-134.
[26]AAEB, B 239/Ajoie/75 ; 1774, juin 15.
[27]AAEB, B 239/Ajoie/75 ; 1777.
[28]AAEB, B 239/Ajoie/73 ; 1778, août 1 et 1779, janvier 25.
[29]AMWEG, *Les Arts dans le Jura bernois*, op. cit., t. 1, p. 38 et VAUTREY, *Notices historiques*, op. cit., t. 1, p. 134.
[30]Arcey : France, département du Doubs, arrondissement de Montbéliard.
[31]Tr. IV, n° 134, p. 298 ; 1370, août 10.
[32]Tr. V, n° 78, p. 266 ; 1424, novembre 10.
[33]PRONGUÉ, « Les seigneurs d'Asuel », op. cit., p. 265 et 277.
[34]Morimont : France, département du Haut-Rhin, arrondissement d'Altkirch, commune d'Oberlarg.
[35]AAEB, B 237/238, Miestorf ; 1499.
[36]AAEB, B 237/238, Miestorf ; 1481, décembre 28. Orsans : France, département du Doubs, arrondissement de Besançon.
[37]AAEB, B 237/238, Doccourt ; 1486, mai 19.
[38]AAEB, B 237/238, Miestorf ; 1499.
[39]AAEB, B 237/238, Miestorf ; 1499. Châtel-Vouhay était auparavant inféodé à Pierre de Hagenbach, le bailli alsacien dont l'exécution donna le signal des guerres de Bourgogne.
[40]AAEB, B 237/238, Spechbach 2 ; 1586, octobre 28 (1538, avril 25). Spechbach (le Haut et le Bas) : France, département du Haut-Rhin, arrondissement d'Altkirch.
[41]AAEB, B 237/238, Spechbach 1 ; 1579, mai 26.
[42]AAEB, B 237/238, Spechbach 2 ; 1577, mai 26.
[43]AAEB, B 237/238, Spechbach 1 ; 1691, mai 15.
[44]AAEB, Collection des cartes et plans ; plans du château de Miécourt au XVIIIe siècle.
[45]VAUTREY, *Notices historiques*, op. cit., t. 2, p. 130.
[46]Ferrette : France, département du Haut-Rhin, arrondissement d'Altkirch.
[47]AAEB, B 237/238, von Staal 3, Litt. B, n° 4. L'ensemble du domaine est alors estimé à 10000 florins.
[48]AAEB, Chartes, *sub dato*.
[49]Sur cette famille, voir MEYER, *Hans Jakob vom Staal der Jüngere*, op. cit. et MÜLLER, *Remonstein*, op. cit.
[50]MEYER, op. cit., p. 144 et 152-153.
[51]AAEB, B 237/238, von Staal 3, Litt. B, n° 5 (daté par erreur de 1619).
[52]Le frère aîné de Victor, Jean-Jacques le Jeune, l'avait pourtant mis en garde lors de l'achat, voir MEYER, op. cit., p. 144.
[53]Selon une inscription figurant au-dessus du perron de l'actuel bâtiment.
[54]Le 5 décembre 1699, le nombre des pigeons est limité à 50-60 paires (AAEB, B 239/Ajoie/47, *sub dato*, art. 10).
[55]AAEB, MT 569, *sub dato*.
[56]AAEB, AP 18/7, n° 100.
[57]ARCJ, Registre des recettes, Bureau de Porrentruy, vol. 22, f. 133v-134r.
[58]Voir le récit du mémorialiste Guélat, Journal de *François-Joseph Guélat* (IIe partie, 1813-1824), publié et annoté par Ch.-J. GIGANDET, Delémont 1923, p. 107.
[59]ARCJ, Registre des recettes, Actes civils du bureau de Porrentruy, vol. 23, f. 69r.
[60]ARCJ, Notaire Favrot, année 1816, n° 37.
[61]Le 3 juin 1816, il est procédé à diverses adjudications pour d'importantes réfections à apporter à deux greniers à foin, à un solier, aux écuries, à la pompe du puits et aux toitures des trois bâtiments, voir ARCJ, Notaire Favrot, année 1816, n° 102.
[62]Archives Famille Louis Jurot, Boncourt.
[63]Sur Humbert Birton des Bois, voir PRONGUÉ, *La Prévôté de Saint-Ursanne*, op. cit., p. 283-284.
[64]La série B 237/238 Desboys des AAEB livre maints renseignements sur cette famille.
[65]Sur les Desboys, voir le *Dictionnaire historique de la Suisse*, à paraître. La mère d'Hermann est Viatte de Couthenans, dame de Milandre.
[66]AAEB, B 117/118, Camus de Cœurmont/8 ; 1594, inventaire des biens de feu Jean Camus.

[67]Il s'agit probablement de Jean Belleney le Vieux, et non pas de Jean Belleney le Jeune, curé de Fontenais et dernier prévôt de Saint-Imier : *Helvetia Sacra*, II/2, op. cit., p. 441.
[68]AAEB, Notaires, Bereux B., 1277, p. 248 ; 1545, avril 15.
[69]AAEB, B 117/118, Camus de Cœurmont/7, n° 28, généalogie des Camus. Dans la même série/8 ; 1599, février 10 : Jean Camus, fils de Guillaume et frère d'Adam Camus de Cœurmont, est décédé sans postérité en 1594. Sa veuve, Suzanne née Hendel, épouse en secondes noces un noble d'Héricourt, Jean Bichin.
[70]AAEB, B 117/118, Camus de Cœurmont/7, 1570-1576 ; 1571, p. 13.
[71]AAEB, B 117/118, Camus de Cœurmont/7 ; 1576, mai 30, p. 76.
[72]AAEB, B 117/118, Camus de Cœurmont/9 ; 1656.
[73]AAEB, B 117/118, Valoreille, non classé d ; 1711, avril 16.
[74]Valoreille : France, département du Doubs, arrondissement de Montbéliard.
[75]AAEB, B 117/1218 ; Valoreille, non classé a ; 1682, octobre 12.
[76]AAEB, B 117/118, Valoreille, non classé d ; 1688, mars 27.
[77]AAEB ; B 117/118, Valoreille, non classé d ; 1731. Le fermier des Valoreille est Jean Cuenin, maréchal à Alle.
[78]AAEB, B 117/118, Valoreille, non classé d ; 1688, septembre 30.
[79]AAEB, B 117/118, Valoreille, non classé a ; 1725.
[80]AAEB, B 117/118, Valoreille, non classé a ; 1726, mars 26.
[81]AAEB, B 117/118, Valoreille, non classé a ; 1726, mars 21 et 26.
[82]AAEB, B 117/118, Valoreille, caisse de métal ; 1738, novembre 2.
[83]Nombreux détails sur les Valoreille dans l'article de GENEVOY, « Une famille franc-comtoise dans l'Evêché de Bâle », op. cit.
[84]AAEB ; B 117/118, Valoreille, non classé c ; 1769, septembre 6. Sur cet ecclésiastique, voir GENEVOY, « Les quartiers de noblesse d'un curé de Delémont », op. cit.
[85]AAEB, B 117/118, Valoreille, caisse de métal ; 1752-1755, factures diverses.
[86]AAEB, B 117/118, Valoreille, non classé c ; 1769, septembre 6.
[87]AAEB, B 117/118, Wrede ; 1770, mai 12.
[88]AAEB, 15 J ; Plan du jardin du château d'Alle (fin XVIIIe siècle).
[89]Archives communales d'Alle ; VI/15, Regains ; 1782, octobre 8. Nombreux détails sur les représentants des Valoreille dans l'article de GENEVOY, « Une famille franc-comtoise dans l'ancien Evêché de Bâle : les Colin de Valoreille », op. cit. Sur le procès des Wrede-Valoreille d'Alle, voir aux Archives communales d'Alle ; VI/15, Regains ; 1782, octobre 2. Wetzlar : Allemagne, Land de Hesse, ancienne cour d'appel suprême du Saint-Empire.
[90]Hagenthal (le Haut et le Bas) : France, département du Haut-Rhin, arrondissement de Mulhouse.
[91]AAEB, Discussions et montes, Ajoie/Alle 4 ; 1782, juillet 2-5.
[92]AAEB, Discussions et montes, Ajoie/Alle 4 ; 1782, juillet 2 et décembre 3 ; 1783, mars 10.
[93]Jean-Baptiste Courtat n'a pas fait une bonne affaire pour autant puisqu'à sa mort, le 26 fructidor de l'an XII, il est couvert de dettes : AAEB, Registre des décès d'Alle et AP 18/4 ; An XII, fructidor 26.
[94]AAEB, Notaire Boéchat, 1342, p. 27 ; 1787, mai 17.
[95]AAEB, Notaire L'Hoste, 1237, p. 209 ; 1788, septembre 14.
[96]ARCJ, Tableau des vendeurs n° 3, f. 209-210 ; 1807, juillet 23.
[97]ARCJ, Déclaration de mutations par décès, n° 14 (1812-1814), f. 115-116, acte n° 279 ; 1813, juillet 23.
[98]Voir notamment : ARCJ, Table des vendeurs, n° 5 (1810-1812), f. 82-83, acte n° 96 ; 1810, novembre 19. Ce domaine, comprenant notamment une maison située au Coin du Jonc – s'agirait-il de l'actuelle propriété Hubleur ? – n'est pas celui des Valoreille : AAEB, B 135/Ajoie/Alle/26, p. 69 pour la maison des Gléresse et p. 571 pour celle des Valoreille ; 1761.
[99]Sur la famille Neigre à Porrentruy : AAEB, F.K. 122, Recensement de 1814, maison n° 26 ; 1814. Achats de terres par les Neigre à Alle : AAEB, 20 J ; 1816, octobre 30.
[100]AAEB, 15 J et B 183/28 ; 1824, avril 23.
[101]AAEB, B 183/28 ; 1829, mars 19-30. Entre 1815 et 1848, une livre suisse vaut à peu près 1,30 livre de France. Le terme de « franc » supplante progressivement celui de « livre » après 1830.
[102]Sur Henri Parrat, voir BÉLET, *Mémoires*, op. cit., t. 1, p. 446-447.
[103]Plan du jardin anglais aux AAEB : Collection des plans et dessins. Archives communales d'Alle : Plan cadastral de 1847, feuille A3.
[104]ARCJ, Cadastre d'Alle, Coinat Dessous ; 1847.
[105]AAEB, B 183/28 ; 1872, avril 3. Sur la famille Béchaux, voir aux AAEB la « Généalogie Béchaux » ; Clarisse Béchaux (1810-1897), célibataire, rentière.
[106]Sur les Couthenans et leurs alliés, voir THIÉBAUD, « Les familles de Cœuve », op. cit. Couthenans : France, département de la Haute-Saône, arrondissement de Lure.
[107]La belle pierre tombale de ce seigneur est encore visible à l'église de Courtemaîche.
[108]AAEB, B 237/238, Kuttenach ; 1550, novembre 24.
[109]AAEB, B 237/238, Spechbach 1 ; 1586, juin 8.
[110]AAEB, B 237/238, Spechbach 1 ; vers 1634. Grandvillars : France, territoire de Belfort, arrondissement de Belfort.
[111]AAEB, B 239/Ajoie/102 ; 1654, décembre 14.
[112]AAEB, B 135/11, Courtemaîche, n° 4, p. 28-31 et 43-45 ; 1728-1730.
[113]AAEB, B 135/16, Fontenais ; 1730.
[114]BERTHOLD, *Arts et monuments*, op. cit., p. 151. Voir également AMWEG, *Les Arts dans le Jura bernois*, op. cit., t. 1, p. 65.
[115]Communication orale de M. Victor Erard, historien à Courgenay.
[116]DAUCOURT, *Notices sur les châteaux*, op. cit., p. 10.
[117]AAEB, Notaire Quiquerez, 1257, n° 647 ; 1806, mai 28.
[118]AAEB, B 239/116 ; 1605, décembre 14.

Bibliographie

AESCHBACHER Paul, *Die Burgen und Schlösser der Schweiz, Kanton Bern: Jura und Seeland*, 2 Teile, Bâle, 1934.

AFFOLTER Eric, PÉGEOT Pierre, VOISIN Jean-Claude, *L'habitat médiéval fortifié dans le nord de la Franche-Comté*, Montbéliard, 1986.

AMWEG Gustave, *Les Arts dans le Jura bernois et à Bienne*, 2 t., Porrentruy, 1937-1941.

BÉLET Jean-Pierre, *Mémoires pour servir à l'histoire du Pays de Porrentruy*, 2 t., Porrentruy, 1971-1973.

BERTHOLD Marcel, *Arts et monuments. République et canton du Jura*, Berne, 1989.

CLAERR-STAMM Gabrielle, *Jeanne de Ferrette, épouse d'Albert II de Habsbourg, ou le destin européen d'une Alsacienne*, Riedisheim, 1996.

DAUCOURT Arthur (Abbé), *Notices sur les châteaux de l'Evêché de Bâle*, Porrentruy, 1895.

GENEVOY Robert, « Une famille franc-comtoise dans l'ancien Evêché de Bâle: les Colin de Valoreille », in *Actes de la Société jurassienne d'Emulation*, 1962, p. 151-170.

--, « Les quartiers de noblesse d'un curé de Delémont » in *Archives héraldiques suisses*, Annuaire 1962, p. 21-26.

Helvetia Sacra, Abt. II, Teil 2, *Die weltlichen Kollegiatstifte der deutsch- und französischsprachigen Schweiz*, « St-Imier », Berne, 1977.

MEYER Erich Hans Jakob vom Staal der Jüngere (1589-1657), Soleure, 1981.

MEYER Werner, *Der mittelalteriche Adel und seine Burgen im ehemaligen Fürstbistum Basel*, Bâle, 1962.

MÜLLER, Christian Adolf, *Remonstein*, Bâle, 1942.

NUSSBAUMER Jean-Paul, *Les comptes de la seigneurie de Rocourt de 1483 à 1501*, Mém. de licence dactyl., Lausanne, 1984.

PÉGEOT Pierre, « Les destinées des maisons fortes à la fin du Moyen Age: exemples franc-comtois » in *La maison forte au Moyen Age. Table ronde Nancy-Pont-à-Mousson, 31 mai-3 juin 1984*, Paris, 1986.

PRONGUÉ Jean-Paul, *La Prévôté de Saint-Ursanne du XIIIe au XVe siècle. Aspects politiques et institutionnels*, Porrentruy, 1995.

--- « Les seigneurs d'Asuel. Un lignage ajoulot au Moyen Age (1124-1479) », in *Actes de la Société jurassienne d'Emulation*, 1996, p. 229-290.

THIÉBAUD Jean-Marie, « Les familles de Cœuve (XIIe-XVIe siècles): essai généalogique », in *Actes de la Société jurassienne d'Emulation*, 1982, p. 281-303.

TROUILLAT Joseph, *Monuments de l'histoire de l'ancien Evêché de Bâle*, 5 t., Porrentruy, 1852-1867.

VAUTREY Louis, *Notices historiques sur les villes et villages du Jura bernois*, Genève, 1979, 4 t., (Reprint de 1863-1886).

Abréviations

AAEB :	Archives de l'ancien Evêché de Bâle, Porrentruy
ARCJ :	Archives de la République et Canton du Jura, Porrentruy
MHDP :	Musée de l'Hôtel-Dieu, Porrentruy
Tr. :	TROUILLAT, *Monuments de l'histoire de l'Ancien Evêché de Bâle*.